



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixantième session
22-28 avril 2004
Shanghai (Chine)

**QUESTIONS ET FAITS ÉMERGENTS AU NIVEAU RÉGIONAL:
RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**

(Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire)

**RAPPORT DU COMITÉ DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
SUR SA PREMIÈRE SESSION**

RÉSUMÉ

Le Comité de la réduction de la pauvreté a tenu sa première session à Bangkok du 8 au 10 octobre 2003. Il a discuté de la mobilisation des ressources financières et autres ressources clés pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il a également examiné les questions concernant les statistiques de la pauvreté et la mesure de la pauvreté, le transfert de bonnes pratiques novatrices, et l'application des technologies de l'information et de la communication à la réduction de la pauvreté. Le Comité s'est également penché sur la planification du programme, sur l'évaluation de deux projets phares et sur les dispositions concernant le Sous-Comité de statistique.

Le Comité a souligné que les ressources tant financières que non financières étaient nécessaires pour réaliser les OMD. Il a recommandé que toutes les parties concernées – donateurs bilatéraux, organisations internationales, gouvernements et société civile – collaborent et coordonnent leurs efforts en vue de la réalisation des OMD. L'ONU devrait prendre une part active au succès de cette entreprise.

Le Comité a souligné qu'il était indispensable de disposer de bonnes statistiques de la pauvreté pour élaborer des politiques efficaces de réduction de la pauvreté et pour évaluer leur impact. À cet égard, il a rappelé la nécessité de renforcer les infrastructures statistiques nationales et d'œuvrer pour l'amélioration de la qualité des statistiques.

Le Comité a noté que l'identification et la reproduction des bonnes pratiques constituaient l'une des principales activités à mettre en œuvre par le secrétariat. Il a encouragé celui-ci à étendre son action de réseautage pour une plus grande cohérence dans l'identification et la reproduction des interventions en matière de lutte contre la pauvreté. Il l'a engagé à accorder une importance particulière au renforcement des capacités des organismes impliqués dans la formulation et l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté.

La Commission est invitée à examiner les principales conclusions et décisions du Comité et à approuver les recommandations soumises à son attention. Elle voudra aussi peut-être donner au secrétariat des directives sur la mise en œuvre des recommandations.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Chapitre</i>	
I. QUESTIONS APPELANT UNE DÉCISION DE LA COMMISSION OU PORTÉES À SON ATTENTION	1
II. TRAVAUX DE LA SESSION	2
A. Débat de fond: mobilisation de ressources financières et autres ressources clefs pour la réalisation de l'objectif de développement du millénaire relatif à la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim.....	2
B. Statistiques de la pauvreté: statistiques nécessaires pour mesurer la pauvreté.....	5
C. Pratiques de réduction de la pauvreté.....	9
D. Planification et évaluation du programme.....	10
E. Questions diverses	14
F. Adoption du rapport	14
III. ORGANISATION DE LA SESSION.....	14
A. Ouverture, durée et organisation de la session	14
B. Participation	16
C. Élection du bureau.....	16
D. Ordre du jour	16
<i>Annexe.</i> Liste des documents	18

I. QUESTIONS APPELANT UNE DÉCISION DE LA COMMISSION OU PORTÉES À SON ATTENTION

1. Le Comité a recommandé que la CESAP, en tant que seule organisation intergouvernementale régionale concernée par tous les aspects du développement économique et social, joue un rôle de premier plan pour ce qui est de mettre en commun l'expérience de développement des pays de la région et d'assurer le développement de la coopération et de l'échange d'idées et d'information.
2. Le Comité a recommandé que toutes les parties concernées, y compris les donateurs bilatéraux, les organisations internationales, les gouvernements et la société civile, coopèrent et coordonnent leurs efforts en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle actif pour que ces efforts soient couronnés de succès.
3. Le Comité pensait que la CESAP pouvait aider et faciliter le renforcement du partenariat entre pouvoirs publics et société civile en vue de la réduction de la pauvreté.
4. Le Comité a été informé des réformes mises en œuvre par les pays au titre de la décentralisation. Ces réformes présentaient de nombreux avantages, mais il restait à résoudre des problèmes de coordination entre les différents niveaux de gouvernement. Le Comité a recommandé que la CESAP aide au partage d'expérience entre les pays qui ont entrepris des réformes visant à la décentralisation. Cela contribuerait à relever les défis posés par la décentralisation.
5. Le Comité a recommandé que la CESAP, ainsi que d'autres institutions multilatérales, apportent une assistance technique aux pays qui ont entrepris de réformer leur système budgétaire en vue de mettre en place la budgétisation opérationnelle pour une utilisation plus efficace des ressources des pouvoirs publics et, à terme, passer de la méthode opérationnelle à la méthode avancée consistant en une budgétisation sur la base zéro.
6. Le Comité a encouragé la CESAP à accroître ses efforts de réseautage pour une plus grande cohérence dans l'identification et la reproduction des interventions en matière de réduction de la pauvreté. Il a prié le secrétariat à mettre tout particulièrement l'accent sur la création et le renforcement de la capacité des organismes d'exécution à formuler et à mettre en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté. Il a notamment insisté sur la nécessité de renforcer la capacité des organismes locaux d'exécution puisque qu'il reconnaissait que les micro-interventions étaient plus efficaces.
7. Le Comité a noté que la qualité de la mesure de la pauvreté au niveau national dépendait de l'ensemble du système statistique national.
8. Le Comité a estimé qu'il fallait un plan d'action régional pour améliorer les statistiques de la pauvreté et appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et a suggéré que

le Sous-Comité de statistique soit chargé d'établir un projet de plan. Un intervenant a exprimé l'avis que les plans d'action sur les statistiques de la pauvreté ne devaient pas inclure le suivi du niveau de pauvreté à l'échelon national.

9. Le Comité a noté que pour bien analyser la pauvreté il fallait des données de bonne qualité et une information fiable.

10. Le Comité a souligné que, dans les enquêtes, les sondés devraient être considérés comme des clients du système statistique national et que les méthodes employées et les résultats obtenus devraient être aussi largement diffusés et aussi faciles à utiliser que possible.

11. Le Comité a noté l'intérêt pour les organismes statistiques de permettre un accès facile aux microdonnées, grâce aux sites Web et par d'autres moyens, en veillant à respecter strictement le principe de la confidentialité des données de caractère personnel.

12. Le Comité a souligné l'importance de la transparence quant aux sources des données collectées et aux limitations imposées à l'interprétation des données par les techniques et méthodes d'enquête.

13. Le Comité a recommandé que les statisticiens de la pauvreté et les planificateurs des politiques considèrent les médias comme des alliés et qu'ils entretiennent activement leurs relations avec leurs représentants.

14. Le Comité a souligné l'avantage qu'il y avait à relier les résultats de différentes enquêtes sur les ménages et permettre ainsi l'intégration des données sur les dépenses et les revenus, d'une part, avec les autres données socioéconomiques, d'autre part.

15. Le Comité a appelé à un effort international accru en vue de mettre au point de nouvelles méthodes de mesure de la pauvreté et de normaliser les concepts et les méthodes dans ce domaine.

16. Le Comité a mis l'accent sur l'importance d'accorder la priorité et des ressources suffisantes à la collecte des données administratives nécessaires au suivi des objectifs de développement; il a souligné que les bureaux nationaux de statistique devraient traiter les fournisseurs de données administratives comme de précieux clients et partenaires.

II. TRAVAUX DE LA SESSION

A. Débat de fond: mobilisation de ressources financières et autres ressources clefs pour la réalisation de l'objectif de développement du millénaire relatif à la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

17. Le Comité était saisi du document intitulé «Mobilisation de ressources financières et autres ressources clefs pour la réalisation de l'objectif de développement du millénaire relatif à la pauvreté monétaire» (E/ESCAP/CPR/1). Il a noté que la réduction de la pauvreté était l'un des principaux

objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il a pris acte des efforts déployés par les pays en vue de la réalisation des OMD. Il s'est félicité que la CESAP avait placé la réduction de la pauvreté parmi les thèmes clefs de son action et qu'elle traitait activement les problèmes s'y rapportant.

18. À propos des stratégies de réduction de la pauvreté, le Comité a observé que plusieurs approches étaient possibles. Ainsi, les gouvernements pouvaient œuvrer, de concert avec le secteur privé et la collectivité, pour la création de possibilités d'activités commerciales et d'emploi au bénéfice des pauvres; l'autonomisation des pauvres afin qu'ils puissent jouir pleinement de leurs droits économiques, sociaux et politiques; le renforcement des capacités; et la mise en place de systèmes de protection et de sécurité sociales à l'intention des pauvres, notamment les groupes les plus pauvres, comme les personnes âgées, les enfants moralement abandonnés et les personnes handicapées ainsi que les personnes devenues pauvres par suite de catastrophes naturelles, de crise économique ou de conflits sociaux.

19. Le Comité a estimé que la croissance et le développement économique étaient nécessaires à la réduction de la pauvreté. Pour augmenter la croissance économique, le commerce et les investissements, il fallait promouvoir le développement du secteur privé et le transfert de technologie. Il fallait en outre appuyer le développement des infrastructures économiques, des institutions juridiques et des ressources humaines. Il importait qu'au moment d'établir ces priorités, on tienne compte de la situation particulière de chaque pays.

20. Tout en reconnaissant qu'une croissance économique rapide était nécessaire à la réduction de la pauvreté, le Comité a fait observer que la croissance seule ne permettrait pas de résoudre le problème de la pauvreté. La croissance devait être assortie du principe d'équité et d'équilibre. La croissance devait atteindre les pauvres et avoir pour eux des conséquences positives. L'accent devrait être mis sur la fourniture de possibilités d'emploi, d'eau salubre, d'une alimentation abordable, d'un environnement non pollué, d'une justice et d'un appareil judiciaire équitables et d'un meilleur environnement social et culturel. Les interventions ciblées sur les pauvres au moyen de projets de nature à répondre à leurs besoins, constituaient une stratégie également efficace de réduction de la pauvreté.

21. Le Comité a noté que la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexico) en 2002, appelait à l'établissement d'un nouveau partenariat entre pays développés et pays en développement pour assurer l'application de la Déclaration du Millénaire et réaliser les objectifs de développement pour le Millénaire. Il a exprimé sa préoccupation devant la diminution ces dernières années des promesses d'APD. Bien que l'effort de développement soit mené au niveau national par chaque pays, sans une assistance et une coopération internationales, beaucoup de pays en développement et de pays en transition trouveraient extrêmement difficile de réaliser leurs propres objectifs de développement et ceux figurant dans la Déclaration du Millénaire.

22. Le Comité était d'avis que, bien que les pays donateurs doivent être incités à poursuivre leurs efforts pour honorer réellement les engagements pris au titre du Consensus de Monterrey sur le financement du développement, il importait que les pays en développement mobilisent et coordonnent l'ensemble des ressources disponibles. Les pays bénéficiaires devraient chercher à maîtriser les choses de telle sorte que l'APD contribue à réduire la pauvreté de façon sensible et plus efficace.

23. Le Comité s'est félicité que le document du secrétariat sur la mobilisation des ressources financières et autres ressources clefs pour la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la pauvreté monétaire traite de nombreuses questions méthodologiques et des données requises pour établir le coût desdits objectifs.

24. Tout en convenant que l'évaluation du coût d'un OMD était beaucoup plus facile dans un pays doté d'une stratégie claire de réduction de la pauvreté, le Comité a fait observer que la méthode modèle pour estimer le taux de croissance nécessaire et le coût financier, bien qu'idéale, pourrait être très difficile à appliquer dans beaucoup de pays en l'absence des données statistiques nécessaires, sans parler du temps et des ressources considérables nécessaires pour construire le modèle. C'est pourquoi l'approche fondée sur l'élasticité et l'approche globale de l'estimation du taux de croissance et du coût financier respectivement, pourraient être considérées comme suffisantes et, dans la plupart des cas, plus pratiques. On pouvait aussi préférer l'approche fondée sur le modèle pour son caractère exhaustif.

25. Le Comité s'est penché sur la question de la façon d'établir un ordre de priorité entre catégories de pauvres au regard de l'OMD relatif à la pauvreté monétaire. Les politiques et programmes visant les pauvres situés près du seuil de pauvreté pouvaient contribuer à une réduction rapide de la pauvreté. Cependant, pour des raisons d'équité et des raisons humanitaires, les pauvres de la catégorie inférieure devraient être considérés comme prioritaires pour qu'on puisse alléger leurs souffrances. À ce propos, le Comité a constaté que, selon la position éthique des décideurs, il pourrait y avoir un compromis entre efficacité et équité.

26. Le Comité a noté que, dans les pays en développement, une bonne part des services sociaux était fournie par le gouvernement et le secteur public. Les affectations budgétaires au profit des organismes publics étaient le seul instrument par lequel le gouvernement allouait des crédits à l'éducation, la santé, la sécurité et la réalisation des projets d'infrastructure. Le Comité a donc discuté des questions de réforme budgétaire.

27. Le Comité a noté la distinction à faire entre, d'une part, le seuil de pauvreté national et, d'autre part, le seuil de pauvreté international fondé sur la parité du pouvoir d'achat (PPA) qu'avait établi la Banque mondiale. Il estimait que le seuil de pauvreté national utilisé par les gouvernements dans leur lutte contre la pauvreté avait une plus grande validité opérationnelle que le seuil

international qui avait simplement été créé aux fins des comparaisons internationales et dans le cadre de l'action internationale de mobilisation de ressources pour aider les pays pauvres. Le Comité s'est préoccupé de ce que l'adoption du seuil de pauvreté international par les pays de la région pourrait donner des taux de pauvreté plus élevés qu'avec le seuil de pauvreté national.

28. Le Comité pensait que le secrétariat devrait coordonner étroitement son action avec celle d'autres institutions s'occupant de réduction et de statistiques de la pauvreté, telles que le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou du Partenariat statistique au service du développement à l'aube du XXI^e siècle (PARIS21), au moyen du partage de l'information.

29. Le Comité a également pris note des vues du Forum Asie-Pacifique de la société civile, organisé du 6 au 8 octobre 2003 parallèlement à sa session, sur la façon de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment celui concernant la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. Le Forum a formulé une large gamme de propositions et de recommandations visant à améliorer les stratégies et politiques actuelles en matière de réduction de la pauvreté, ayant trait notamment à l'approche du développement et de la lutte contre la pauvreté fondée sur les droits, la participation effective et l'implication des pauvres dans la planification et l'exécution des projets, une connaissance plus complète des causes fondamentales de la pauvreté, de ses conséquences diverses et multidimensionnelles et des politiques les plus appropriées, la réorientation des dépenses publiques afin de disposer de ressources financières suffisantes pour s'attaquer à la pauvreté et à la faim plutôt que pour financer le service de la dette et les dépenses militaires, et une action globale visant directement les causes fondamentales de la pauvreté.

B. Statistiques de la pauvreté: statistiques nécessaires pour mesurer la pauvreté

30. Le Comité a examiné ce point de l'ordre du jour à partir du document du secrétariat E/ESCAP/CPR/2, intitulé «Sources de données pour l'analyse de la pauvreté»; il a aussi entendu à ce sujet un exposé du Bureau de statistique australien sur l'importance des statistiques pour assurer une bonne politique et une bonne planification ainsi qu'un exposé du Bureau de statistique thaïlandais, qui donnait le point de vue des producteurs de données sur l'analyse de la pauvreté.

31. Décrivant les principales sources de données sur la pauvreté, le document fait observer que la qualité des mesures et des indicateurs de la pauvreté dépend directement des données statistiques de base utilisées. Une meilleure connaissance des limites et des incertitudes des mesures de la pauvreté devrait aider à améliorer les conclusions de politique générale qu'on peut en retirer. Le Comité a relevé que la pauvreté était un phénomène à dimensions multiples qui ne pouvait être complètement décrit que grâce à un grand nombre de mesures et de sources. Ainsi donc, la qualité des mesures de la pauvreté reposait sur l'ensemble du système de statistique nationale.

32. L'intervenant australien, statisticien et président de l'ancien Comité de statistique, a souligné dans son exposé le rôle essentiel de la statistique dans l'établissement d'une bonne politique et d'une bonne planification. Des informations statistiques de qualité étaient nécessaires à l'établissement des politiques et au suivi de leur incidence; des données solides pouvaient donc être considérées comme un investissement assurant une planification et des politiques de qualité. C'était effectivement le cas pour les statistiques de la pauvreté, qui devaient essentiellement permettre non seulement d'évaluer le nombre des pauvres mais aussi de déterminer qui ils étaient, où ils étaient et comment les aider au mieux. L'orateur a donné quelques exemples des besoins en statistiques de diverses opérations lancées à divers niveaux, mondial, régional, national et même local. L'information statistique devait être de bonne qualité pour soutenir l'analyse des politiques. Il fallait donc renforcer davantage les capacités statistiques de nombreux pays, y compris leur aptitude à analyser et à utiliser des données pour déterminer leur politique. Le Comité de la réduction de la pauvreté a été prié d'encourager les gouvernements de la région à œuvrer de concert pour améliorer les statistiques de la pauvreté et à y consacrer des ressources suffisantes aux niveaux régional et national.

33. La représentante du Bureau de statistique thaïlandais a donné le point de vue des producteurs de données sur l'analyse de la pauvreté. Son exposé traitait de la réponse apportée aux problèmes de la pauvreté grâce à diverses politiques; par exemple, la Thaïlande avait mis en œuvre plusieurs politiques et programmes nouveaux dont la réussite ne pouvait être évaluée et suivie que grâce à des données appropriées. Dans ce pays, la principale source de données nécessaires à l'analyse de la pauvreté provenait de l'enquête socioéconomique sur les ménages, assez complète pour donner des informations aux niveaux sous-régional et provincial. Une autre source de données portant sur les besoins minimaux de base et collectées au niveau des communautés ne reposait pas sur des entretiens individuels et était donc moins fiables; de plus, elle ne donnait pas d'informations sur les dépenses et les revenus des ménages. On envisageait actuellement d'améliorer les données sur la pauvreté grâce à une enquête de suivi qui permettrait au gouvernement de mieux évaluer si les politiques de réduction de la pauvreté profitaient bien aux ménages pauvres, selon le but recherché. Le Comité a noté que l'expérience de la Thaïlande montrait bien qu'une bonne analyse de la pauvreté dépendait de la qualité des données.

34. Le Comité a apprécié le document du secrétariat sur les sources de données ainsi que les deux exposés qui, ensemble, constituaient une bonne base de discussion sur la façon d'améliorer les données sur la pauvreté aux fins d'analyse et de politique générale. Il a aussi relevé la nécessité de renforcer les infrastructures statistiques nationales et de favoriser l'amélioration de la qualité des statistiques afin de pouvoir mieux évaluer l'efficacité des politiques de réduction de la pauvreté.

35. Le Comité s'est réjoui de l'annonce que les Philippines envisageaient d'accueillir à Manille en octobre 2004 la Conférence internationale sur les statistiques officielles de la pauvreté: méthode et comparabilité. Cette conférence traiterait de la nécessité de mettre en place un mécanisme de

convergence permettant d'examiner et évaluer la capacité des organismes nationaux de statistique d'effectuer une mesure officielle de la pauvreté et d'établir un plan de travail intégré destiné à institutionnaliser la compilation régulière de statistiques de la pauvreté pour une évaluation périodique et progressive de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Comité a relevé qu'il était souhaitable de coordonner les dispositions relatives à la Conférence avec celles concernant d'autres réunions, et notamment le forum de haut niveau rassemblant des statisticiens d'Asie et du Pacifique, qui était envisagé en application de la recommandation du Comité de statistique.

36. De nombreux membres du Comité étaient convaincus de l'importance pour un organisme statistique national de compter sur l'appui tant des responsables politiques que du grand public, appui nécessaire de par leurs rôles respectifs, le grand public fournissant les réponses aux enquêtes et les responsables politiques affectant les ressources destinées à l'information du public en matière de services statistiques. Le Comité a souligné qu'il fallait considérer les personnes interrogées clients du système et faire en sorte que les données, les méthodes et les résultats soient aussi largement disponibles et faciles à utiliser que possible. Les systèmes statistiques nationaux seraient d'autant plus à même de produire des statistiques de qualité permettant l'élaboration d'une politique appropriée que les citoyens sauraient apprécier l'importance des statistiques et seraient conscients de leur contribution, en tant que fournisseurs de données, à la compilation de statistiques précises. Alors, le taux de réponse s'améliorerait et le travail de l'organisme de statistique serait mieux apprécié.

37. Le Comité a noté qu'il importait que les services statistiques nationaux permettent un accès facile aux microdonnées, grâce à des sites Web ou à d'autres moyens, cela dans le respect total du principe de la confidentialité des données de caractère personnel. Si les utilisateurs recevaient des données utiles ainsi que des explications sur les systèmes et les méthodes de collecte de données, il en résulterait selon toute probabilité une demande accrue de statistiques de qualité qui renforcerait d'autant la raison d'être du système statistique. Le Comité a rappelé que la meilleure justification des ressources affectées aux services de statistique était leur utilité pour la population.

38. Comme les pays établissaient des indicateurs de la pauvreté à partir de différentes méthodes et de différentes hypothèses, le Comité a souligné l'importance d'assurer la transparence et donc de communiquer les sources qui étaient à la base de la collecte des données. Il a été d'avis que les utilisateurs de statistiques de la pauvreté devraient être informés en toute franchise des limites que certaines techniques et méthodes d'enquête pouvaient imposer à l'interprétation des données et que les organismes statistiques devaient publier des indicateurs de fiabilité des enquêtes statistiques. Il a recommandé que les statisticiens de la pauvreté et les concepteurs des politiques en la matière considèrent les médias comme des alliés et soignent particulièrement leurs relations avec les représentants de ces derniers, qui seraient ainsi mieux à même d'assumer leurs responsabilités en citant les statistiques de la pauvreté en les plaçant dans le contexte approprié (métadonnées) et en évitant de donner un tableau trompeur ou partial de la pauvreté.

39. Le Comité a constaté que plusieurs pays étaient intéressés à recourir aux enquêtes de suivi pour améliorer leurs données sur la pauvreté. Les données longitudinales ainsi obtenues permettaient de mieux comprendre l'évolution dans le temps des caractéristiques sociales des pauvres et permettraient aux gouvernements de mieux évaluer le succès des mesures de réduction de la pauvreté. Une observation répétée des mêmes personnes au cours d'un certain laps de temps permettait d'estimer la probabilité du groupe cible de tomber dans la pauvreté ou d'en sortir, par rapport à un groupe de personnes non visé par les mesures prises. Les bureaux statistiques nationaux pourraient avoir besoin de remodeler leur système d'enquêtes sur les ménages lorsqu'ils introduisaient un dispositif d'échantillonnage tournant dans leurs enquêtes actuelles. Par ailleurs, le Comité a souligné les avantages des efforts méthodologiques visant à relier les résultats des différentes enquêtes sur les ménages et à permettre ainsi l'intégration des données sur les revenus et les dépenses et d'autres informations socioéconomiques. L'appui de la CESAP et des pays avancés en matière statistique était à cet égard explicitement sollicité.

40. Le Comité a également relevé que les pays éprouvaient certaines difficultés à échantillonner des phénomènes rares, par exemple l'incidence de la pauvreté dans des zones très localisées où les nombres étaient plutôt faibles, et il a demandé à la CESAP de donner aux bureaux statistiques nationaux des indications sur les techniques d'échantillonnage statistiques les plus récentes.

41. Dans la plupart des pays où la pauvreté était mesurée régulièrement, la pauvreté monétaire retenait principalement l'attention, d'où l'accent mis sur une amélioration des instruments de collecte des données relatives aux enquêtes sur les revenus des ménages et/ou sur les dépenses. Le Comité s'est félicité que les pays adoptent de plus en plus une approche pluridimensionnelle pour mesurer la pauvreté et que d'autres sources de données, comme les enquêtes sur la population active, soient aussi envisagées à cette fin de façon à tracer le profil de la pauvreté sous des angles différents.

42. Le Comité s'est déclaré préoccupé par l'absence d'une mesure type de la pauvreté pouvant être utilisée à des fins de comparaisons transnationales. Un certain scepticisme s'est exprimé quant à la pertinence, aux fins des politiques nationales et du suivi, du seuil de pauvreté d'un dollar par jour (ou équivalent PPA), utilisé par la Banque mondiale et d'autres institutions internationales pour mesurer la pauvreté extrême dans le monde. Le Comité a demandé d'accroître les efforts internationaux pour mettre au point d'autres mesures et normaliser les concepts et méthodes, car ceux actuellement utilisés donnaient lieu à des interprétations et à des résultats différents.

43. Le Comité a été informé de la préparation, au titre d'un projet de la Division de statistique de l'ONU, d'un manuel sur les statistiques de la pauvreté devant être publié d'ici à 2005. La région de la CESAP pourrait apporter une contribution appréciable à cet ouvrage en en discutant à la prochaine session du Sous-Comité de statistique et dans d'autres forums.

44. Le Comité a appris qu'un nombre croissant de pays de la région de la CESAP réalisait des enquêtes sur les budgets-temps, dont les données étaient utilisées à des fins très diverses. Les données sur les budgets-temps sont de plus en plus considérées comme un instrument essentiel de recherche du comportement socioéconomique des différents groupes de population et de compréhension de l'incidence des politiques macroéconomiques sur les ménages. Le Comité a donc encouragé la CESAP à continuer de soutenir les pays qui avaient besoin d'aide pour réaliser des enquêtes sur les budgets-temps.

45. Le Comité a relevé qu'un bon nombre des données nécessaires pour assurer le suivi de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement étaient obtenues à partir de données administratives qui n'étaient pas fournies par les bureaux statistiques nationaux mais par les ministères. Il était essentiel que les gouvernements comprennent l'importance d'accorder la priorité et les ressources suffisantes à la collecte de données administratives: la production de bonnes données devrait être considérée comme un investissement et non pas comme un coût. Le Comité a reconnu qu'il importait que les bureaux statistiques nationaux entretiennent de bonnes relations avec les ministères concernés. S'ils traitaient les ministères comme des clients appréciés et leur fournissaient des rapports utiles à leur travail, ils seraient en mesure de s'assurer que les dispensateurs de données administratives emploient de bonnes méthodes et répondent en temps voulu.

46. Le Comité a constaté qu'environ 35 pays de la région s'étaient engagés dans le Programme de comparaison internationale (PCI) de 2004 pour actualiser et réviser les parités de pouvoir d'achat (PPA). Celles-ci étaient indispensables aux comparaisons de niveau de vie interpays et intrapays et à l'évaluation de l'étendue de la pauvreté dans le monde au moyen de la mesure d'un dollar PPA par jour (indicateur numéro 1 des objectifs du Millénaire pour le développement). Certains ont été d'avis qu'il serait utile que les États membres reçoivent des tableaux de séries chronologiques de PPA jusqu'au moment où des données PPA actualisées deviendraient disponibles par suite du PCI de 2004.

C. Pratiques de réduction de la pauvreté

47. Le Comité était saisi de deux documents: «Transfert de pratiques novatrices et performantes» (E/ESCAP/CPR/3) et «Application des technologies de l'information et de la communication à la réduction de la pauvreté rurale» (E/ESCAP/CPR/4). Le premier document fournit un modèle du type d'activités que devrait examiner le Sous-Comité des pratiques de réduction de la pauvreté, qui devait se réunir fin 2004.

48. Le Comité a noté que la mise au jour et la reproduction des pratiques performantes en matière de réduction de la pauvreté comptaient parmi les activités importantes de la CESAP. Il s'est dit satisfait des travaux entrepris par la CESAP en la matière et a exprimé son appui à la poursuite de ces activités.

49. Le Comité a souligné la nécessité de créer des possibilités pour les pauvres et de les responsabiliser, de renforcer les capacités et d'assurer leur protection sociale, en prenant en considération leurs besoins, leurs priorités et leur situation spécifiques et en leur permettant de participer à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des activités de réduction de la pauvreté. Il a fait remarquer qu'avant de décider de développer davantage une activité ou un projet ayant donné de bons résultats, il fallait tenir compte des capacités de gestion de l'organisme chargé de son exécution ainsi que de la volonté et de la préparation du groupe cible. Il a engagé la CESAP à poursuivre son action visant à promouvoir et appuyer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour réduire la pauvreté rurale. Il a estimé que les programmes de réduction de la pauvreté rurale devraient concentrer leur action sur les activités autres qu'agricoles étant donné l'ampleur des excédents de main-d'œuvre et du sous-emploi dans les zones rurales. Il s'est dit très satisfait de l'utilité des directives sur la documentation des pratiques performantes qui avaient été élaborées par le secrétariat.

50. Le Gouvernement japonais a indiqué qu'il avait approuvé le financement de deux projets dans le domaine de la réduction de la pauvreté en 2003, l'un sur la réduction de la pauvreté par la création de liens entre les villes rurales secondaires et les zones urbaines des pays les moins avancés (phase II), l'autre concernant le renforcement de la création de revenus et d'emplois à l'intention des secteurs vulnérables de la population dans les pays d'Asie centrale durant la transition économique, pour un montant total d'environ 220 000 dollars É.-U. Le Comité s'est dit satisfait de l'évaluation du projet se rapportant à l'Initiative pour la dignité humaine et a exprimé son intérêt concernant le suivi de ce projet et les progrès réalisés dans l'accomplissement de ses objectifs.

D. Planification et évaluation du programme

1. Projet de plan à moyen terme pour 2006-2009 : sous-programmes concernant 1) la pauvreté et le développement, 2) les statistiques, 3) le développement des pays et territoires insulaires du Pacifique

51. Le Comité a examiné le projet de plan à moyen terme pour 2006-2009 concernant 1) la pauvreté et le développement, 2) les statistiques, et 3) le développement des pays et territoires insulaires du Pacifique, contenu dans le document E/ESCAP/CPR/5. Le plan à moyen terme avait été conçu selon un cadre axé sur les résultats, en application de la résolution 55/231 de l'Assemblée générale, du 23 décembre 2000, sur la budgétisation axée sur les résultats, afin d'assurer une évaluation plus efficace de l'impact des programmes et une utilisation plus efficiente des ressources. Les objectifs et les résultats attendus de chaque sous-programme avaient été établis en tenant compte des priorités de la CESAP en matière d'organisation, ainsi que des directives des organes délibérants et des avantages comparatifs de la Commission. À terme, l'objectif de cette démarche était d'élaborer des indicateurs de performance précis, réalistes et liés à des échéances bien déterminées pour mesurer l'impact des sous-programmes.

52. Le Comité a félicité le secrétariat et approuvé le projet préliminaire de plan à moyen terme, avant examen par la Commission du plan dans sa totalité, à sa soixantième session, à Shanghai (Chine) en avril 2004. Ce faisant, il a pris note de l'avis du secrétariat indiquant qu'il pourrait être nécessaire d'apporter des modifications au plan à moyen terme si l'Assemblée générale décidait de réduire la durée des plans à moyen terme de quatre à deux ans.

53. Il a été proposé d'intégrer au plan à moyen terme des activités visant à promouvoir la bonne gouvernance afin de s'assurer de l'utilisation efficiente des ressources. On a également estimé qu'il faudrait ajouter au plan une activité d'appui au développement de la collecte de données statistiques dans la région en vue d'assurer la comparabilité des données et le rapprochement des méthodes.

54. Le Comité a proposé que les stratégies de réduction de la pauvreté adoptées par la CESAP visent surtout à aider les pays à renforcer leurs capacités en matière d'élaboration de politiques et d'exécution des activités de réduction de la pauvreté à petite et très petite échelle. Il a été informé que les activités de la CESAP en matière de renforcement des capacités seraient définies plus précisément dans les projets de budget-programme biennal, qui seraient élaborés dans le cadre du plan à moyen terme.

55. Par ailleurs, il conviendrait également de fournir une assistance au développement de systèmes de suivi et d'évaluation permettant d'évaluer l'impact global des programmes en vue de promouvoir le partage d'information et d'expérience dans la région de l'Asie et du Pacifique. Les stratégies adoptées pour les sous-programmes devraient également favoriser la coordination entre les organisations actives aux niveaux national et régional afin de promouvoir la synergie de leurs activités.

2. Évaluation de certains projets de réduction de la pauvreté: «Appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement» et «Initiative pour la dignité humaine»

56. Le Comité a examiné les rapports sur l'évaluation de deux projets phares de la CESAP, «Appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement» et «Initiative pour la dignité humaine», contenus dans les documents E/ESCAP/CPR/6 et E/ESCAP/CPR/7.

57. Il a été informé que ces rapports d'évaluation avaient été réalisés dans le cadre de l'initiative du secrétariat visant à évaluer la qualité de ses travaux et à en tirer des enseignements pour améliorer la planification et l'exécution des projets de la CESAP à l'avenir.

58. Dans un souci d'amélioration de l'efficacité et de l'efficacités des projets du secrétariat, le Comité a souligné la nécessité de renforcer la coordination et la coopération entre les organisations de développement à tous les niveaux. On a attiré l'attention sur le fait que les prescriptions administratives et celles relatives à l'établissement de rapports émanant de divers organismes de développement pesaient trop lourdement sur les pays en développement. Le Comité a donc encouragé le secrétariat à étendre ses réseaux avec les autres organismes des Nations Unies, les institutions financières et les organisations sous-régionales pour la mise en œuvre des projets de développement.

59. Le Comité a été informé que l'amélioration de la coordination dans l'ensemble du système des Nations Unies constituait une priorité dans le programme du Secrétaire général pour aller plus loin dans le changement. Par ailleurs, le secrétariat a réitéré son engagement de promouvoir le renforcement de la coordination régionale et de créer des synergies avec d'autres projets de développement exécutés par divers organismes des Nations Unies. Le Mécanisme de coordination régionale, qui était présidé par le Secrétaire exécutif et avait pour tâche de coordonner les travaux des groupes de travail thématiques interinstitutionnels, y compris celui qui s'occupait de la réduction de la pauvreté, a été cité en exemple à cet égard.

60. La délégation japonaise a remercié le secrétariat d'avoir préparé le rapport d'évaluation à mi-parcours du projet intitulé «Initiative pour la dignité humaine». Étant donné que ce projet était le premier à être financé au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, le Gouvernement japonais souhaitait en suivre la progression. Il escomptait que le projet permettrait d'accomplir de plus amples progrès vers l'objectif visé.

61. Le Comité a en outre relevé l'importance de l'«institutionnalisation» des mécanismes de reproduction des pratiques performantes. Il s'attendait à ce que l'interaction entre les pratiques de microniveau et le cadre politique de macroniveau prévue par le projet «Initiative pour la dignité humaine» contribuerait à ce processus. Le Comité a engagé le secrétariat à accélérer l'élaboration de directives appropriées pour la reproduction des pratiques performantes recensés dans le cadre du projet.

62. En outre, il était préoccupant que le projet du secrétariat puisse faire double emploi avec d'autres initiatives communautaires menées dans la région. Il a été indiqué au Comité que, contrairement à des institutions telles que la Banque mondiale, le secrétariat ne finançait pas de projets communautaires, mais qu'il prêtait plutôt son concours pour l'identification de bonnes pratiques et l'échange d'information.

63. S'agissant du projet intitulé «Appui à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire», le Comité a été informé que des ateliers régionaux avaient été prévus dans le cadre des activités de suivi du rapport CESAP-PNUD intitulé *Promoting the Millennium Development Goals in Asia and the Pacific: Meeting the Challenges of Poverty Reduction*. Le secrétariat poursuivait ses efforts afin de diffuser les conclusions du rapport le plus largement possible. Toujours au titre de la coordination au sein du système des Nations Unies, le Comité a été informé que le partenariat entre la CESAP et le PNUD serait renforcé et élargi de façon à mettre à contribution d'autres partenaires de développement.

64. Le Comité a relevé que la pénurie de données pertinentes et fiables constituait un obstacle majeur à l'élaboration du rapport sur les progrès régionaux dans la réalisation des objectifs du

Millénaire pour le développement. Il a par conséquent encouragé le secrétariat à redoubler d'efforts pour renforcer les capacités statistiques nationales. Après amélioration de la qualité et de la disponibilité des données, le secrétariat pourrait, selon le Comité, établir un rapport plus exhaustif en 2005. Le Comité a été informé que l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, grâce au financement que devrait lui verser le PNUD, lancerait un projet visant à promouvoir le renforcement des capacités statistiques aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

65. Le Comité a également souligné que les gouvernements se devaient d'adopter des politiques et budgets favorables aux pauvres et a encouragé le secrétariat à promouvoir et à recommander des politiques allant dans ce sens. Le secrétariat a fait sien ce point de vue et a souligné que cette question était traitée dans le rapport.

3. Dispositions concernant le Sous-Comité de statistique

66. Le Comité a examiné les dispositions concernant le Sous-Comité de statistique en se fondant sur la note du secrétariat portant la cote E/ESCAP/CPR/8. Il a fait observer que la résolution 58/1 de la Commission, en date du 22 mai 2002, sur la restructuration de son appareil de conférence contenait une disposition particulière prévoyant que le Sous-Comité de statistique se réunirait tous les ans et non tous les deux ans, si le Comité de la réduction de la pauvreté en décidait ainsi. Le Comité a toutefois relevé que compte tenu des dates envisagées pour la tenue des deuxièmes sessions des comités thématiques, y compris la sienne, il serait très difficile pour le Sous-Comité de tenir des sessions annuelles, tant du point de vue logistique que de celui de l'établissement des rapports; en outre, cela accentuerait la charge de travail du secrétariat au titre du service des réunions. Il a en outre été indiqué qu'il existait d'autres enceintes où les statisticiens officiels de la région pourraient se rencontrer pour examiner les questions qui les intéressaient et les préoccupaient, en particulier le forum de haut niveau des statisticiens de l'Asie et du Pacifique dont la création avait été recommandée par le Comité de statistique à sa treizième session. Le Comité de la réduction de la pauvreté est donc convenu que le Sous-Comité de statistique se réunirait tous les deux ans, à l'instar des autres sous-comités du nouvel appareil de conférence de la Commission.

67. Le Comité a rappelé que, en examinant les points précédents de l'ordre du jour, il avait en fait donné au Sous-Comité de statistique des directives d'ensemble sur les problèmes à traiter et l'ordre de priorité dans ses travaux. Il s'est félicité du fait que le projet d'ordre du jour provisoire pour la première session du Sous-Comité, en février 2004, portait principalement sur les statistiques de la pauvreté et prévoyait un examen d'un certain nombre de domaines statistiques importants qui avaient été jugés prioritaires par les pays et qui se rapportaient étroitement à la mesure de la pauvreté. Le Comité a relevé que le secrétariat inclurait les ajouts et modifications suggérés par les participants dans l'ordre du jour provisoire révisé de la première session du Sous-Comité, qui serait distribué en tant qu'avant-projet aux bureaux nationaux de statistique de la région.

E. Questions diverses

68. Aucune question n'a été soulevée par le Comité au titre de ce point de l'ordre du jour.

F. Adoption du rapport

69. Le Comité a adopté son rapport le 10 octobre 2003.

III. ORGANISATION DE LA SESSION

A. Ouverture, durée et organisation de la session

70. Le Comité de la réduction de la pauvreté a tenu sa première session à Bangkok du 8 au 10 octobre 2003. Le Secrétaire exécutif, dans sa déclaration d'ouverture, a souligné l'importance de cette session inaugurale du Comité, dont l'objet était de donner des orientations au secrétariat pour son programme de travail concernant la réduction de la pauvreté ainsi que pour les travaux des deux Sous-Comités. Les sessions initiales du Sous-Comité des pratiques de réduction de la pauvreté et du Sous-Comité de statistique se tiendraient en 2004.

71. En ce qui concernait le thème de la présente session, «Mobilisation des ressources financières et autres ressources clés pour la réalisation de l'objectif de développement du millénaire relatif à la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim», le Secrétaire exécutif a noté qu'on n'insisterait jamais assez sur l'importance des ressources, tant financières que non financières, dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il était largement reconnu que la réalisation de ces objectifs nécessiterait non seulement des dépenses supplémentaires mais aussi une utilisation plus efficace des ressources. Des mesures s'imposaient pour améliorer la gouvernance ainsi que les capacités humaines et institutionnelles en vue d'une plus grande capacité d'absorption des pays, d'une meilleure utilisation des ressources et de meilleurs résultats.

72. Le Secrétaire exécutif a fait savoir que la CESAP mettait en place des stratégies devant lui permettre de tirer le meilleur parti de ses ressources et de son avantage comparatif pour aider les pays à lutter contre la pauvreté. L'une de ces stratégies consistait à promouvoir de bonnes pratiques novatrices qui avaient fait leurs preuves dans la lutte contre la pauvreté. La CESAP était en train de mettre au point une base de données sur ces pratiques. Les vastes disparités dans la diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) se traduisaient par une répartition inégale des retombées économiques et sociales des technologies, accentuant ainsi les inégalités dans les pays et entre les pays. Le Secrétaire exécutif a indiqué que la CESAP, dans le cadre de sa nouvelle structure programmatique, donnait une plus large place à l'utilisation des TIC pour lutter contre la pauvreté.

73. Le Secrétaire exécutif a noté que la priorité accrue accordée à la réduction de la pauvreté avait suscité une forte demande de données statistiques servant à analyser la pauvreté, ce qui à son tour

avait attiré l'attention sur les insuffisances des statistiques disponibles dans nombre de pays. Une meilleure connaissance des nombreuses sources des données relatives à la pauvreté et des principales méthodes utilisées devrait aider les analystes et les responsables à parvenir à des conclusions plus solides sur lesquelles fonder l'élaboration des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté. Le secrétariat de la CESAP était en train de mettre au point un plan d'action régional pour l'amélioration des statistiques et de la mesure de la pauvreté, et appelait de ses vœux la collaboration avec d'autres organismes partageant le même objectif.

74. M. Chaturon Chaisaeng, Vice-Premier Ministre thaïlandais, a prononcé le discours d'ouverture. Étant donné que la pauvreté constituait un défi majeur pour de nombreux pays de la région, il s'est félicité du thème de la session. Il a fait observer que la Thaïlande non seulement atteindrait mais dépasserait l'objectif du Millénaire pour le développement consistant de réduire de moitié la pauvreté monétaire d'ici à 2015. En outre, la Thaïlande était l'un des pays à l'origine du nouveau concept d'OMD-plus.

75. Le Vice-Premier Ministre a indiqué que la Thaïlande disposait d'une stratégie antipauvreté globale, multiforme et intégrée. Celle-ci avait pour principales composantes une stratégie macroéconomique, le renforcement des capacités, l'amélioration du système de protection sociale, la gestion des ressources naturelles et la restructuration du secteur public. Il a par ailleurs mis en évidence certains des dispositifs et programmes spécifiques de lutte contre la pauvreté institués par le gouvernement, parmi lesquels le programme de suspension de la dette pour les petits agriculteurs, le fonds renouvelable pour la population rurale ou urbaine, le programme «un village-un produit», la banque populaire et le régime d'assurance-santé universel.

76. Une table ronde informelle sur le thème «Objectifs de développement pour le Millénaire: mobilisation des ressources et questions de mise en œuvre» s'est tenue le 8 octobre 2003. M. Chia Siow Yue, de l'Institut singapourien des affaires internationales, a présenté un exposé sur les politiques macroéconomiques et sociales nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. M. Somchai Jitsuchon, de l'Institut thaïlandais de recherche sur le développement, a axé sa présentation sur la mobilisation des ressources financières nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. M. Sarath Fernando, représentant du Forum Asie-Pacifique de la société civile, qui s'est réuni en marge de la session, a présenté les vues du Forum sur la façon de réduire la pauvreté.

77. Le 10 octobre 2003, le Comité a tenu une tribune libre sur la mesure de la pauvreté portant sur le plan d'action régional proposé pour améliorer les statistiques de la pauvreté. Les travaux du Comité concernant le projet de plan ont été facilités par la présentation faite par le secrétariat et les contributions des institutions nationales, régionales et internationales invitées.

B. Participation

78. Vingt-quatre membres et membres associés de la CESAP ont participé à la réunion: Australie, Bangladesh, Cambodge, Chine, Fédération de Russie, France, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Kazakhstan, Malaisie, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Turquie, Viet Nam, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine).

79. Étaient aussi représentés 12 organismes et institutions spécialisées des Nations Unies: Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds des Nations Unies pour la population, Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, Organisation de l'aviation civile internationale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Organisation internationale du Travail, Programme des Nations Unies pour le développement et Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

80. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées: Association Sud-asiatique de coopération régionale, Banque asiatique de développement, Secrétariat de l'ASEAN, Secrétariat de la Commission du Pacifique et Secrétariat du Plan de Colombo.

81. Focus on the Global South était représenté en tant qu'autre institution intéressée.

C. Élection du bureau

82. M^{me} Kumari Navaratne (Sri Lanka) et M. Oh Jong Nam (République de Corée) ont été élus Coprésidents. M. Ercan Dansuk (Turquie) a été élu Rapporteur.

D. Ordre du jour

83. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la session.
2. Élection du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Débat de fond: mobilisation de ressources financières et autres ressources clés pour la réalisation de l'objectif de développement du millénaire relatif à la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim.
5. Statistiques de la pauvreté: statistiques nécessaires pour mesurer la pauvreté.

6. Pratiques de réduction de la pauvreté:
 - a) Stratégies de la CESAP en matière de réduction de la pauvreté;
 - b) Application des technologies de l'information et de la communication à la réduction de la pauvreté rurale.
7. Planification et évaluation du programme:
 - a) Projet de plan à moyen terme pour 2006-2009: Sous-programmes concernant 1) la pauvreté et le développement, 2) les statistiques et 3) le développement des pays et territoires insulaires du Pacifique;
 - b) Évaluation de certains projets de réduction de la pauvreté: «Appui à la réalisation des objectifs de développement du millénaire» et «Initiative pour la dignité humaine»;
 - c) Dispositions concernant le Sous-Comité de statistique.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport.

*Annexe***LISTE DES DOCUMENTS**

E/ESCAP/CPR/L.1 et Corr.1 et 2	Ordre du jour provisoire
E/ESCAP/CPR/L.2 et Corr.1 et 2	Ordre du jour provisoire annoté
E/ESCAP/CPR/1	Mobilisation de ressources financières et autres ressources clés pour la réalisation de l'objectif de développement du Millénaire relatif à la pauvreté monétaire
E/ESCAP/CPR/2	Sources de données pour l'analyse de la pauvreté
E/ESCAP/CPR/3	Transfert de pratiques novatrices et performantes
E/ESCAP/CPR/4	Application des technologies de l'information et de la communication à la réduction de la pauvreté rurale
E/ESCAP/CPR/5	Planification et évaluation du programme: projet de plan à moyen terme pour 2006-2009: sous-programmes concernant: 1) la pauvreté et le développement; 2) les statistiques; 3) le développement des pays et territoires insulaires du pacifique
E/ESCAP/CPR/6	Planification et évaluation du programme: évaluation de certains projets de réduction de la pauvreté: Appui à la réalisation des objectifs de développement du millénaire
E/ESCAP/CPR/7	Planification et évaluation du programme: évaluation de certains projets de réduction de la pauvreté: Initiative pour la dignité humaine
E/ESCAP/CPR/8	Dispositions concernant le Sous-Comité de statistique
PDD/CPR/INF.1	Costing Millennium Development Goals: a study in methodology with special focus on the target for income poverty
PDD/CPR/INF.2	The Millennium Development Goals and the eradication of extreme poverty and hunger

- - - - -